



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

Liberté
Égalité
Fraternité

DEMANDE D'AUTORISATION D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

13806*04

Articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1, L.613-13 et R.223-1 à R.223-2, R.251-1 à R.254-2 du code de la sécurité intérieure

Veuillez indiquer dans la case ci-après le numéro du département de la préfecture compétente (il s'agit du département dans lequel vous souhaitez installer votre système de vidéoprotection sauf s'il s'agit d'un système en réseau couvrant plusieurs départements auquel cas vous devez saisir la préfecture du département où est installé le siège social).		PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION	
1 - NATURE DE LA DEMANDE		DATE D'ARRIVEE :	
<input type="checkbox"/> Demande d'autorisation d'un nouveau système	<input type="checkbox"/> Modification d'un système autorisé	RECEPISSE DELIVRE LE :	
<input type="checkbox"/> Demande de renouvellement d'un système autorisé	N° de dossier	DATE DE LA DECISION :	

2 - IDENTITÉ DU DÉCLARANT ET DU RESPONSABLE DU SYSTÈME	
Nom de naissance : Prénom : Fonction : Dénomination de la collectivité territoriale ou la raison sociale de l'établissement ou de l'entreprise : Eventuellement nom usuel ou sigle (si différent de la raison sociale) : Activité : Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal : Commune : Téléphone : Mail : Nom de la personne à contacter pour la mise à disposition des images aux forces de l'ordre : Téléphone :	Le déclarant est celui qui sera désigné comme responsable du système. Il est possible de n'indiquer que vos fonctions. Dans ce cas, le responsable du système sera désigné par ses fonctions. Ex: le président de la société XXX, le responsable sécurité de la société XXX... indiquer un numéro opérationnel, de préférence un portable

3 - INFORMATIONS GÉNÉRALES ET FINALITÉ DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Attention les personnes de droit privé ne peuvent poursuivre que les finalités de prévention à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que de protection des abords immédiats de leurs bâtiments et installation dans les lieux et établissements particulièrement exposés à des risques d'agressions et de vol ou susceptibles d'être exposés à des actes de terrorisme)	
a) Informations générales Horaires d'ouverture (pour les établissements ouverts au public) : A préciser le cas échéant, (descriptions des éventuelles agressions survenues ou risques à prendre en compte) : b) Finalité(s) du système (veuillez cocher la ou les cases correspondantes) :	
<input type="checkbox"/> Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords <input type="checkbox"/> Sauvegarde des installations utiles à la défense nationale <input type="checkbox"/> Régulation des flux transport <input type="checkbox"/> Constatation des infractions aux règles de la circulation <input type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant <input type="checkbox"/> Prévention des fraudes douanières prévues par le dernier alinéa de l'article 414 du code des douanes dans des zones particulièrement exposées à ces infractions <input type="checkbox"/> Obligation d'être couvert par une assurance pour faire circuler un véhicule terrestre à moteur (responsabilité civile) <input type="checkbox"/> Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets <input type="checkbox"/> Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol <input checked="" type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé exposés à des actes de terrorisme <input checked="" type="checkbox"/> Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations des commerçants dans des lieux exposés à des risques d'agression et de vol <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :	<input type="checkbox"/> Prévention d'actes de terrorisme <input type="checkbox"/> Prévention des risques naturels ou technologiques <input type="checkbox"/> Secours aux personnes et la défense contre l'incendie <input type="checkbox"/> Sécurité des installations accueillant du public dans les parcs d'attraction

4 - LOCALISATION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Veuillez renseigner uniquement une des deux rubriques ci-dessous)	
--	--

Ces deux finalités ne concernent que des dispositifs filmant la voie publique

4-1) LIEU D'INSTALLATION ET NOMBRE DE CAMÉRAS (cette rubrique n'est pas à renseigner pour les demandes portant sur un périmètre vidéoprotégé, dans ce cas vous ne devez renseigner que la rubrique 4-2)

Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

Nombre de caméras intérieures:

Il s'agit des caméras installées à l'intérieur d'un établissement : joindre le cas échéant le plan de détail et le plan de masse

Nombre de caméras extérieures:

Il s'agit des caméras installées dans un lieu ouvert au public non couvert ou sur un bâtiment et qui ne visionnent pas la voie publique : joindre le cas échéant le plan de détail et le plan de masse (cf notice)

Le cas échéant, nombre de caméras visionnant la voie publique:

Pour les systèmes de moins de 8 caméras installées à l'intérieur d'un établissement ouvert au public, la superficie de l'établissement :m²

les caméras ne filmant pas une zone ouverte au public (telle qu'une réserve, un bureau ou espace réservé uniquement au personnel) ou encore une zone non librement accessible au public (par ex couloir d'un hôtel) ne doivent pas figurer sur la demande d'autorisation préfectorale. Elles relèvent de la CNIL.

4-2) DEMANDE PORTANT SUR UN PÉRIMÈTRE VIDÉOPROTÉGÉ (cette rubrique ne doit être renseignée que pour les demandes portant sur un périmètre vidéoprotégé)

Si au moins une des caméras que vous souhaitez installer doit visualiser la voie publique, veuillez cocher la case ci-après

Délimitation du périmètre : pour délimiter ce périmètre, veuillez indiquer ci-après les différentes adresses (8 au maximum) qui constituent l'environnement de ce périmètre.

Adresse : Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

5 - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME

Délai de conservation des images (exprimé en jours) : (Indiquez un nombre compris entre 0 et 30) (la durée maximale est de 30 jours)

Il s'agit d'un délai minimal, le délai maximal de conservation étant de 30 jours

Existence d'un système de retransmission des images : oui non

si oui, veuillez cocher la case correspondante ci-dessous

Retransmission en temps réel :

Retransmission en temps différé :

Oui, si les images sont retransmises vers un lieu autre que le lieu d'implantation des caméras : par exemple vers le siège social, vers un télésurveilleur. Dans ce cas, la rubrique 7 doit être remplie.

Le système de vidéoprotection est-il mis en place par un installateur certifié ? oui non

si oui, veuillez indiquer ci-dessous le nom de cet installateur ou de cette société d'installation ainsi que son numéro de certification.

Nom de l'installateur ou de la société : Numéro de certification:.....
Cet installateur vous a-t-il remis une attestation de conformité aux normes techniques définies par l'arrêté mentionné à l'article R.252-3, 11° du Code de la sécurité intérieur oui non

Si l'installateur n'est pas certifié, veuillez joindre un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques définies par l'arrêté mentionné à l'article R.252-3, 11° du Code de la sécurité intérieur

6 - PERSONNES HABILITÉES A ACCÉDER AUX IMAGES :

NOM : Prénom : Fonctions :
NOM : Prénom : Fonctions :
NOM : Prénom : Fonctions :
NOM : Prénom : Fonctions :

Une de ces personnes habilitées relève-t-elle d'une société privée délégataire : oui non

si plus de quatre personnes, vous pouvez adresser (par courrier ou sous forme électronique) une liste complémentaire.

7 - EXPLOITATION DES IMAGES (cette rubrique n'est à renseigner que si les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent de celui de l'implantation du système et/ou par une personne autre que le responsable du système)

Adresse du lieu de traitement à renseigner ci-après :

Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

Si ce traitement est effectué par un service, veuillez indiquer ci-après le nom du service :

Si ce traitement est effectué par une personne, veuillez indiquer ci-après ses noms et prénoms :

8 - SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ

(nous vous remercions de décrire ci-dessous les mesures adoptées pour assurer la confidentialité des images)

Mesures prises pour contrôler l'accès au poste central de surveillance (par exemple code d'accès, porte blindée, accès contrôlé...) :

Si existence d'un système d'enregistrement :

Mesures pour la sauvegarde et la protection de ces enregistrements :

Modalités de destructions des enregistrements : La destruction des images doit se faire de manière automatique (article R.253-4 du CSI)

précisez:
- le support sur lequel sont enregistrées les images: disque dur, carte SD ou hébergement chez un tiers,
- où est situé l'enregistreur et comment il est sécurisé: par exemple, dans un local fermé ou accessible par code...
- comment est protégé l'accès aux images : par mot de passe + identifiant
Si les images sont enregistrées sur une carte : elle doit être cryptée.

9 - MODALITÉS D'INFORMATION DU PUBLIC

Veillez indiquer ci-après le nombre d'affiches ou de panneaux d'information :
Précisez la (ou les) localisation(s) de cet affichage :

**l'affichage doit être visible avant l'avant
l'accès à la zone filmée**

10 - SERVICE (OU PERSONNE) AUPRÈS DUQUEL S'EXERCE LE DROIT D'ACCÈS

Nom : Prénom : Fonction de cette personne :

ou service responsable : Téléphone :
Veillez renseigner ci-après l'adresse de cette personne ou de ce service :
Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie

**le numéro de téléphone indiqué
ici doit être en concordance avec
celui indiqué sur l'affiche
d'information du public**

Fonction habilitant le déclarant à signer :
Le signataire s'engage à se conformer aux articles du code de la sécurité intérieure relatifs à la vidéoprotection

Merci de bien vouloir indiquer vos fonctions précises.

SIGNATURE ET CACHET :

Date :

Conformément aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le demandeur est informé que les renseignements qu'il doit fournir pour satisfaire sa demande font l'objet d'un traitement automatisé par la préfecture du lieu de dépôt de son dossier. Le droit d'accès et de rectification s'exercera auprès de cette préfecture..